

Zeitschrift: Annuaire suisse de science politique = Schweizerisches Jahrbuch für Politische Wissenschaft

Herausgeber: Schweizerische Vereinigung für Politische Wissenschaft

Band: 15 (1975)

Vorwort: Vorwort = Préface

Autor: Preiswerk, Roy

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 11.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

VORWORT/PRÉFACE

La science politique est encore une discipline très jeune. Les politologues n'ont pas la possibilité de s'appuyer sur des traditions séculaires comme le font leurs collègues juristes, historiens ou économistes. C'est peut-être une des raisons pour laquelle ils ressentent périodiquement le besoin de faire le point, d'établir l'inventaire des travaux en cours, de réévaluer ce qui semble acquis. C'est exactement ce que l'Association suisse de science politique s'efforce de faire au moment où paraît le volume 15 de son *Annuaire*. Rappelons toutefois que les volumes 8 (1968) et 10 (1970) sont en grande partie consacrés à l'état de la science politique en Suisse et dans d'autres pays.

Le présent volume montre bien que le domaine de recherches couvert par ceux qui se réclament de la science politique est extrêmement vaste. D'ailleurs, les frontières de cette discipline ne sont pas précises et ne peuvent, à notre avis, l'être. La manière dont on veut délimiter la science politique de la sociologie politique, par exemple, est éminemment arbitraire et dépend plus de la vision particulière d'un chercheur qui se définit dans „l'espace” scientifique que d'exigences précises d'ordre épistémologique. Mais il serait faux de considérer cette indétermination relative des frontières de la science politique comme un malheur: au nom de quel principe supérieur faudrait-il imposer des limites rigides à chaque discipline? Ne risque-t-on pas d'enfermer les chercheurs dans des domaines trop étroitement délimités et de les contraindre ainsi à une spécialisation qui peut mener à la stagnation intellectuelle, même si elle impressionne par la multitude des données accumulées?

A la lecture de ce volume, il peut sembler que la Suisse est en train de combler son retard en matière de documentation sur sa vie politique. C'est vrai que toute une série d'études, parmi celles qui sont mentionnées, apportent des éléments d'information jusqu'alors inconnus. Mais il faut bien reconnaître que, compte tenu des données qu'il serait désirable et possible d'obtenir, l'effort entrepris est encore largement en-dessous des moyens de notre pays. Les auteurs des différents chapitres sont bien placés pour relever les lacunes assez considérables dans la recherche actuelle. Est-ce le manque de perspicacité ou de volonté des chercheurs, actuels ou potentiels, qui explique cette situation? Ou est-ce la réticence, parmi ceux dont le devoir est de promouvoir la recherche, à soutenir des disciplines scientifiques ayant pour objet l'étude de la société contemporaine?

Il est frappant de constater à quel point la science politique suisse s'est engagée sur la voie de la recherche empirique, sous l'influence directe de la science politique américaine. Certains diront que cette affirmation n'est qu'une tautologie, car il ne saurait y avoir science sans recherche empirique. C'est vrai, et nous venons d'ailleurs de saluer comme un acquis valable l'accumulation de

données rendue possible grâce à cette orientation de la recherche. Mais en même temps, il faut se rappeler qu'une science ne s'épuise pas dans le „data-gathering” et qu'elle ne s'immunise pas grâce à lui contre les jugements de valeurs et les idéologies sous-jacentes, malgré ce qu'en disent les positivistes. L'empirisme est utile (il procure des données) en même temps qu'il est rassurant (le chercheur s'entoure d'une auréole scientifique). Mais il ne saurait constituer le seul avenir possible de la science politique. Une science doit assumer le poids de la réflexion épistémologique et non pas la refouler ou la laisser aux philosophes. Cela signifie concrètement que le chercheur doit expliquer le choix de son objet d'étude, se situer par rapport aux diverses écoles établies en matière de théorie de connaissance, justifier le choix de concepts et d'hypothèses, mesurer les conséquences sociales du produit de la recherche. Il est intéressant de noter à cet égard que c'est dans le volume de *l'Annuaire réservé aux jeunes chercheurs suisses* (vol. 13, 1973) que cette problématique prend pour la première fois une place quasiment dominante.

L'apparition d'approches nouvelles, tels la „peace research” en Europe ou les „world order studies” aux Etats-Unis, est en partie due au fait que la science politique est trop marquée par une épistémologie positiviste et une méthodologie empiriste. Arrivera-t-elle à relever ce défi ou sera-t-elle dépassée par ces nouvelles approches? L'avenir le montrera. Nous souhaitons simplement que l'inventaire présenté dans ce volume fournisse l'occasion d'un débat vif et fructueux sur trois questions au moins: Quelles lacunes la science politique suisse doit-elle combler dans un avenir rapproché, quels ponts doit-elle jeter vers d'autres disciplines et quelle ouverture est-elle capable d'avoir sur l'examen des fondements idéologiques et épistémologiques de ce qu'elle affirme?

*Roy Preiswerk
Président de l'Association Suisse de science politique*